



Les interrogations autour du service militaire obligatoire sud-coréen

La fin des années de croissance et la hausse des inégalités préoccupent la société sud-coréenne qui, malgré la persistance d'une menace claire et identifiée, Pyongyang, semble se désintéresser des questions sécuritaires. Alors que la politique de défense de Séoul s'axe sur la disponibilité d'une armée de masse, le maintien du service militaire obligatoire fait débat.

La conscription, miroir de la culture traditionnelle sud-coréenne

Le modèle culturel sud coréen est très imprégné par le confucianisme comme en témoigne le système éducatif où la compétitivité, la subordination, le contrôle, la pression et la réussite sont très valorisés¹. L'armée sud-coréenne affronte depuis la guerre de Corée une menace permanente qui empêche son évolution et entretient sa rigidité. Le service militaire est ainsi obligatoire pour les hommes âgés de 18 à 36 ans. C'est l'un de leurs quatre devoirs constitutionnels ; tenter d'y échapper est considéré comme un déshonneur. Sa durée varie selon le corps d'armée : 20 mois dans l'armée de Terre, 23 dans l'armée de l'Air et 24 dans la Marine. En 2016, ils étaient 432 000 à être appelés sous les drapeaux, soit près de 70 % des effectifs. Ils sont par la suite dans l'obligation de servir l'armée à raison de 7 jours par an pendant 8 ans.

Une culture militariste dépassée ?

Toutefois, les conscrits ne sont pas égaux devant le service militaire. En 2016, 28 000 hommes ont réussi à effectuer un service « alternatif ». Cette possibilité est principalement offerte aux étudiants en sciences ou en ingénierie (6,5 % des conscrits). D'autres s'engagent dans des services publics (police, garde-côtes et sapeurs pompiers) ou sont dispensés en raison de leur position sociale élevée. Au total, 30 % des hommes en âge d'effectuer leur service y dérogent.

Selon l'étude réalisée par Rémy Hémez pour l'IFRI, la tendance individualiste progresse dans la société sud-coréenne. S'ils étaient 85,4 % à déclarer vouloir se battre pour leur pays entre 1990 et 1994, ils n'étaient plus que 63 % sur la période 2010-2014. Cette tendance s'observe également chez les plus âgés : 40,2 % des parents souhaiteraient l'exemption de leurs enfants car la conscription est perçue comme une « perte de temps » dans leur réussite universitaire et professionnelle.

Parallèlement, et malgré les actions menées par le gouvernement², la rusticité des conditions des conscrits dans les casernes provoque un sentiment de rejet chez les jeunes hommes qui ne sont plus que 57,8 % à dire être fiers de servir leur pays. Ces derniers n'ont pas accès à leur téléphone ni à Internet et n'ont que 28 jours de permission en 2 ans. À cela s'ajoutent de nombreux actes de violence, d'humiliation ou de harcèlements. Si chaque année 123 conscrits³ perdent la vie, deux tiers de ces décès résultent d'un suicide.

Une ébauche de réforme

Au-delà des critiques sociales, le déclin démographique que connaît la Corée du Sud la pousserait à mener une réforme de sa stratégie de Défense car le nombre de conscrits baisse⁴. Un mouvement de professionnalisation de l'armée s'observe depuis 2005 avec La *Réforme de Défense 2020 (DR 2020)* du gouvernement Roh. Jamais appliquée dans sa totalité à la suite des alternances politiques des années suivantes, elle prévoyait de réduire les effectifs militaires de 26,6 % d'ici 2020. Cet effort s'accompagnait d'un budget en hausse de 11 % par an jusqu'en 2015 puis de 7 % jusqu'en 2020. Dès 2008, le projet *DR 2020* est mis en sommeil durant le mandat du Président conservateur Lee Myung-Bak. En 2010, un comité d'experts propose le *Plan de réforme 307* qui écarte les objectifs de la *DR 2020* et qui repousse la diminution des contingents à 23 % d'ici 2022.

Ces solutions restent soumises à l'existence d'une lecture consensuelle des questions de Défense par les gouvernants. La durée du service militaire devrait être baissée à 18 mois selon une promesse du Président Moon Jae-In. Mais dans le même temps, le ministre de la Défense propose de l'augmenter et de l'accompagner d'une hausse du nombre de visites parentales, d'un réel soutien psychologique et d'une récompense pour tout soldat dénonçant des abus. Le plan du gouvernement pour la Défense et plus particulièrement pour l'armée devrait être connu fin 2017 mais peu de changements devraient être observés.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.

1 Rémy Hémez, « Corée du Sud, la septième armée du monde ? », *Etudes de l'IFRI*, focus stratégique n°75, septembre 2017.

2 Double de la solde, chambres de 4 personnes, munies de lit (auparavant, chambres de 12, sans lit).

3 Moyenne calculée au cours de la période 2009- 2013.

4 Le taux de natalité est de 1,2 enfant par femme depuis plus de 10 ans. Dès 2020, la perte d'effectifs pour l'armée sera de 20 000 à 30 000 conscrits par an.